

Tous les membres de la Chambre tombent d'accord, j'en suis sûr, avec cette attitude du gouvernement: le Canada est prêt à faire tout ce qu'il peut pour susciter le désarmement moyennant le contrôle qui s'impose, c'est-à-dire un régime d'inspection.

Je crois en outre que l'incident qui vient de se produire, en plus d'indiquer le besoin d'un accord de désarmement, souligne l'importance de la réunion au sommet qui doit débiter le 16 mai. Certains journaux ont émis l'opinion que peut-être il n'y aurait pas de conférence au sommet maintenant. Je prétends qu'à la suite de ces événements, il est encore plus important que cette conférence ait lieu. Il faut bien admettre que cet incident, qui a accru la tension, ne facilitera pas les choses mais nous espérons qu'il ne sera pas question de supprimer la conférence au sommet. A notre avis, ces quatre chefs de gouvernement ont une tâche encore plus grande à accomplir durant la conférence au sommet qui doit débiter dans une semaine.

Je demande à la Chambre de me pardonner de prendre ainsi son temps, monsieur l'Orateur, mais qu'il me soit permis, en dernier lieu, de bien préciser que le gouvernement du Canada n'était pas au courant de ces activités et que le gouvernement des États-Unis, évidemment, n'était guère au courant lui-même. J'ai ici une déclaration qu'a émise le département d'État des États-Unis le 7 mai; on y lit la phrase suivante:

Il ressort de l'enquête faite sur l'ordre du président, que, pour leur part, les autorités de Washington n'ont jamais autorisé une envolée comme celle dont a parlé M. Khrouchtchev.

Monsieur l'Orateur, maintenant que les députés de tous les partis ont constaté la grave allure que peuvent prendre pareils incidents et comment il faudrait peu de chose pour déclencher un désastre mondial, je suis sûr que la Chambre s'associera avec moi pour espérer que les pays des deux blocs concerteront leurs efforts et tenteront vraiment d'en venir à un accord sur le désarmement.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, comme je suis le premier à prendre la parole sur la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green), on me permettra, j'en suis sûr, d'exprimer au ministre, de la part de tous les membres de cette Chambre, notre plaisir de le revoir si bien portant et si plein d'énergie à son retour de sa mission difficile.

Cette mission fait partie d'une série de visites sans aucun doute importantes que le ministre s'est proposées. Cette mission en Turquie sera bientôt suivie d'une visite en Amérique du Sud. Même si les réunions d'Istanbul se tenaient en même temps que

la conférence des premiers ministres du Commonwealth, on se serait attendu que le ministre, avant de revenir au Canada, se rende à cette conférence pour participer aux délibérations durant cette semaine. Le précédent d'une telle participation à une réunion des premiers ministres du Commonwealth a été créé lors des deux dernières réunions de premiers ministres, alors que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures accompagnait le premier ministre de notre pays.

Le ministre a dit qu'à la conférence des puissances sur le désarmement dont il nous a fait rapport on n'avait pas fait beaucoup de progrès en matière de désarmement, ainsi que l'ont remarqué ceux qui y ont participé.

L'hon. M. Green: Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire une mise au point; je parlais des réunions du comité du désarmement qui ont lieu antérieurement à Genève.

L'hon. M. Martin: Oui; c'est pourquoi j'ai ajouté "comme l'a noté la conférence". Parlant du désarmement, le ministre s'est certainement montré moins optimiste aujourd'hui qu'au début de la session. Ne pensait-il pas avoir alors de bonnes raisons de croire que le succès couronnerait les discussions des dix puissances? Il se peut que le ministre s'aperçoive maintenant de plus en plus que le désarmement tient malheureusement en très grande partie à la solution des grands problèmes politiques qui se posent aux nations du monde, au premier rang desquels se place la question allemande. Mais le ministre a bien dit qu'on était d'accord sur la nécessité de faire quelque chose. Nous notons avec satisfaction les propositions qui portent sur ce que devrait faire la conférence au sommet.

Monsieur l'Orateur, nous savions déjà que le ministre avait pris position à la conférence, disant que les discussions sur le désarmement progresseraient davantage si on insistait moins sur les principes généraux pour mieux s'occuper de propositions précises de désarmement. Ce n'est pas, bien entendu, la première fois qu'on propose une entente globale, mais l'effort vaut d'être tenté de nouveau. Aussi notre parti espère-t-il et souhaite-t-il que l'optimisme tempéré du ministre puisse, cette fois, se justifier.

Le ministre nous a parlé de l'à-propos de réunions officielles lors des entretiens des dix puissances sur le désarmement. C'est précisément ce que les libéraux ont toujours préconisé. Le ministre aurait encore pu aller plus loin. Il aurait pu proposer que le Canada prenne l'initiative aux réunions des dix puissances pour suggérer que des entretiens bilatéraux officiels aient lieu, surtout entre les États-Unis et l'Union soviétique. Le ministre reconnaîtra, j'en suis convaincu, les raisons